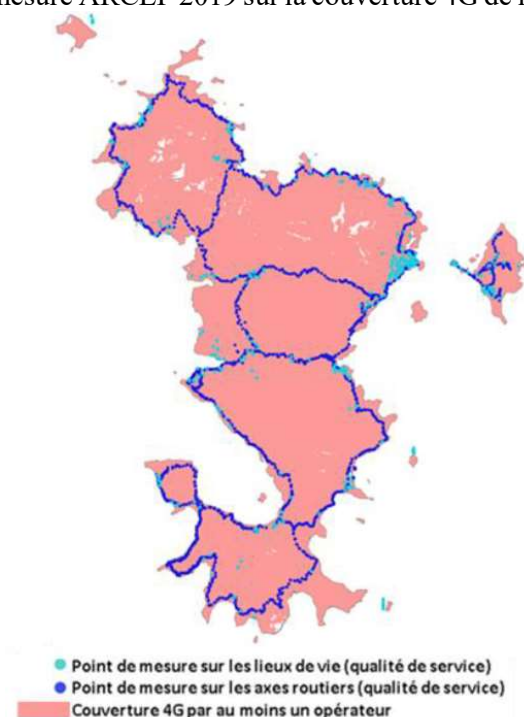


Réponse de SRR au complément de consultation publique de l'ARCEP « *De nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à la Réunion et à Mayotte* » Version publique

Préambule

L'Autorité a soumis à consultation publique une carte de Mayotte identifiant des zones indiquées par la préfecture en collaboration avec le SGAR sur lesquelles demeurerait 34 points ayant « *des besoins non satisfaits* » en très haut débit mobile 4G.

A titre liminaire, SRR ne peut que s'étonner d'une telle volumétrie qui ne semble pas corroborer les résultats de la campagne de mesure ARCEP 2019 sur la couverture 4G de l'île par au moins un opérateur.



De plus, eu égard au manque de précision des zones affichées sur la carte transmise dans la consultation, **SRR souhaite indiquer qu'elle n'a pas été en mesure d'effectuer une analyse sur les 34 points annoncés comme supposément en « *difficulté de couverture mobile* » mais [SDA].**

SRR rappelle en outre que les dynamiques de déploiement à l'échelle du département doivent être laissées à l'initiative des opérateurs et **que rien ne justifie la mise en place d'obligations de déploiement sur des zones spécifiques** soit parce que la couverture y est d'ores et déjà considérée comme satisfaisante, soit parce que l'absence de couverture est y très limitée.

SRR estime en effet que de telles obligations sur Mayotte et/ou la Réunion non seulement ne permettrait pas de garantir une meilleure couverture de ces sites¹ mais qu'elles feraient en outre peser sur elle une charge induite et des investissements inutiles.

Question n° 1. L'approche proposée ci-dessus pour Mayotte vous semble-t-elle pertinente ? Pour quelles raisons ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de ces obligations de déploiement ? Des dispositions relatives au partage de réseaux seraient-elles utiles ?

[SDA]

SRR estime qu'un partage des installations actives pourrait favoriser la couverture des zones isolées mais s'oppose, compte tenu des contraintes fortes de déploiement, à l'instauration d'obligations dédiées incombant aux opérateurs.

Question n° 2. Combien de sites estimez-vous nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins décrits dans la consultation publique pour chacun des territoires de La Réunion et de Mayotte ? Le déploiement de ces sites présente-t-il une complexité particulière (en matière de collecte, d'alimentation électrique, de contraintes géographiques ou autre) ?

[SDA]

*

¹ SRR renvoie aux difficultés opérationnelles (absence d'énergie notamment) et coûts de déploiement déjà développés dans sa contribution du 28/02/2020.